



# Suivi des dépenses : Troisième trimestre de 2012-2013

---

Ottawa, Canada  
Le 15 avril 2013  
[www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)

### Points principaux de la présente note

- La présente note porte sur les dépenses fédérales des neuf premiers mois de l'exercice 2012-2013 (avril à décembre 2012).
- D'après les données des neuf premiers mois, les dépenses fédérales totales ont diminué de 1,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.
  - Les hausses dans les principaux transferts aux particuliers et à d'autres ordres de gouvernement sont compensées par la réduction des frais de la dette publique et des dépenses de fonctionnement, lesquelles ont été assujetties aux mesures de compression du budget de 2012.
- Les dépenses liées aux services internes, qui font partie des activités « administratives » visées par les récents cycles de mesures de compression des dépenses, ont connu une baisse de 6,3 % comparativement à la même période l'an dernier. Cette diminution est en grande partie attribuable à deux organismes : l'Agence du revenu du Canada (ARC) et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).
- Dans le site Web du DPB ([www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)), on trouve des tableaux qui résument les dépenses totales par activité de programme pour les neuf premiers mois de 2012-2013. La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour avec l'ajout des données sur les dépenses des neuf premiers mois de l'exercice 2012-2013, y compris les données par activité de programme.

Préparé par : Jason Jacques, Trevor Shaw et Jason Stanton\*

---

\* Communiquer avec Jason Jacques ([jason.jacques@parl.gc.ca](mailto:jason.jacques@parl.gc.ca)) pour obtenir de plus amples renseignements.

## 1. Contexte

Le mandat que la loi confère au directeur parlementaire du budget (DPB) consiste à « fournir au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale<sup>1</sup> ». Conformément à ce mandat, le DPB analyse de façon continue les modifications apportées aux autorisations de dépenser des ministères et des organismes qui sont présentées dans les prévisions budgétaires (autorisations accordées par le Parlement) et suit l'évolution des dépenses effectuées au cours de l'exercice sur les crédits accordés<sup>2</sup>.

Ce cadre de suivi permet au DPB de mettre en lumière les éléments importants pour les parlementaires lorsqu'ils examinent les révisions des autorisations de dépenser proposées par le gouvernement. En outre, les plans de réduction des dépenses annoncés dans le budget de 2012 n'ayant pas été présentés dans les documents budgétaires (soit le Budget principal et les Budgets supplémentaires des dépenses, de même que les rapports sur les plans et les priorités), le cadre fournit des précisions aux parlementaires et les aide à repérer les programmes qui pourraient avoir été touchés par les mesures de compression des dépenses en cours<sup>3</sup>.

La présente note passe en revue les dépenses réelles pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (avril à décembre 2012).

## 2. Faits saillants depuis le début de l'exercice 2012-2013

### *Total des dépenses*

Les dépenses totales se répartissent en quatre catégories : les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement, les frais de service de la dette et les dépenses de programmes directes (DPD). Comme les trois premières catégories sont de nature législative et suivent l'évolution des variables économiques (p. ex. l'inflation), le DPB concentre son analyse sur les DPD, qui font l'objet des récents efforts de compression du gouvernement.

Les dépenses totales engagées dans les neuf premiers mois de 2012-2013 ont diminué de 2,9 milliards de dollars par rapport à la même période en 2011-2012, ce qui correspond à un recul de 1,6 % (figure 2-1). La diminution des dépenses est principalement attribuable à une baisse de 2,6 milliards de dollars des DPD. La hausse de 1 milliard de dollars dans les principaux transferts sont compensées par une réduction d'environ 1,3 milliard de dollars des frais d'intérêt sur la dette (découlant d'un climat propice à des taux d'intérêt plus faibles que prévu).

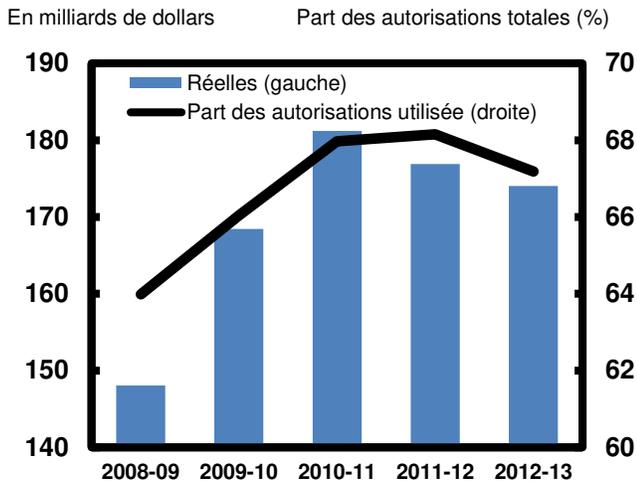
<sup>1</sup><http://lois.justice.gc.ca/PDF/P-1.PDF>. Consulté en mars 2013.

<sup>2</sup> Un aperçu de la méthodologie employée par le DPB est inclus dans une note d'information complémentaire, Guide de méthodologie pour le suivi des dépenses. [http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/Expenditure\\_Monitor\\_Guide\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/Expenditure_Monitor_Guide_FR.pdf). Consulté en mars 2013.

<sup>3</sup> <http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Expenditure%20Monitoring%20Framework.FR.pdf>. Consulté en mars 2013.

**Figure 2-1**

**Dépenses totales des neuf premiers mois de l'exercice<sup>4</sup>**



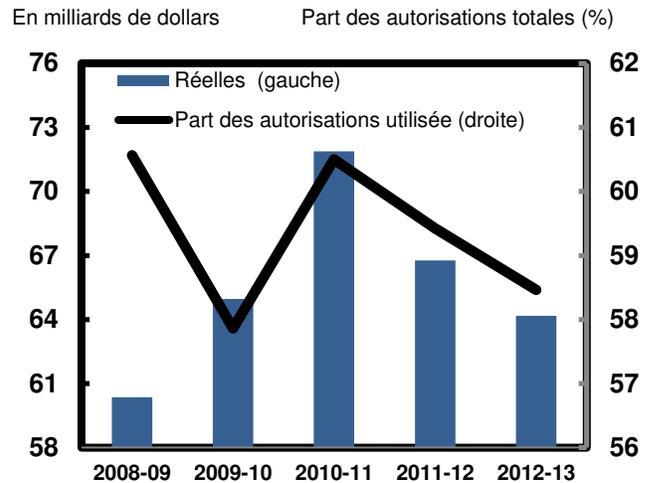
Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

*Dépenses de programme directes (DPD)*

Les DPD comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses en immobilisations des ministères et organismes, ainsi que d'autres programmes de paiement de transfert (p. ex. les paiements à remboursement conditionnel versés à des firmes des secteurs de l'aérospatiale et de la défense) et les paiements aux sociétés d'État. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012-2013, les DPD ont enregistré une baisse de 2,6 milliards de dollars (3,9 %) par rapport à la même période en 2011-2012 (figure 2-2).

**Figure 2-2**

**DPD dans les neuf premiers mois de l'exercice**



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Bien que la part des autorisations budgétaires totales utilisée ait diminué à 58,5 %, cela n'indique pas nécessairement des autorisations budgétaires non utilisées plus importantes que prévu, puisqu'une proportion importante des dépenses, particulièrement les dépenses en immobilisations et d'autres paiements de transfert, surviennent au cours du dernier trimestre de l'année (encadré 2-3).

<sup>4</sup> Les données sur les dépenses excluent les transferts de l'Agence du revenu du Canada pour les dépenses fiscales classifiées comme des « dépenses », mais qui ne figurent pas dans les prévisions budgétaires du gouvernement.

### Encadré 2-3

#### Pérémissions historiques des autorisations budgétaires

Les autorisations budgétaires sont accordées au moyen de deux mécanismes : les projets de loi de crédits, votés chaque année (c.-à-d. « votées »); et les autorisations législatives permanentes prévues par la loi (c.-à-d. « législatives »). Les premières établissent des plafonds de dépenses pour différents types de dépenses, comme les dépenses de fonctionnement et les dépenses en immobilisations. Pour les deuxièmes, le gouvernement publie des budgets ponctuels annuels indiquant les niveaux de dépenses les plus probables dans un exercice donné.

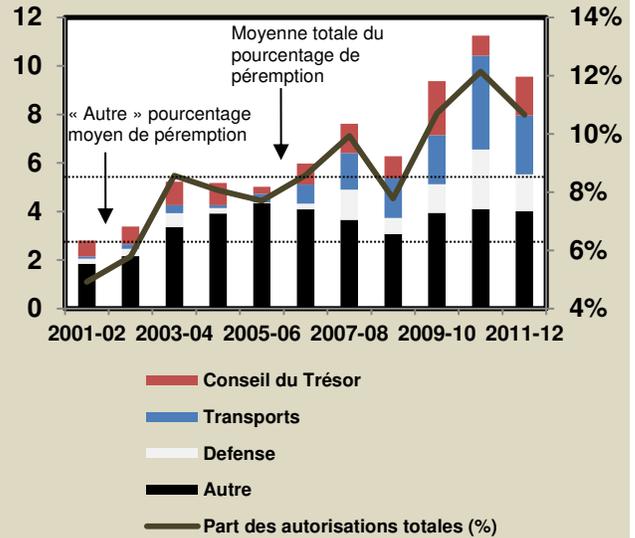
Chaque année, un certain niveau d'autorisations « votées » n'est pas dépensé. Celles-ci sont généralement appelées « pérémissions des autorisations ». Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les pérémissions ont connu une croissance constante au cours de la dernière décennie, atteignant un sommet de 11,2 milliards de dollars, ou 12,1 % des autorisations budgétaires, en 2010-2011.

La croissance des dernières années était principalement attribuable aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en immobilisations pour la Défense nationale et aux paiements de transfert pour les infrastructures. Pour les années à venir, ces deux sources de pérémission devraient être moins prononcées. En effet, il est prévu dans le budget de 2012 que les budgets d'immobilisations de la Défense nationale seraient échelonnés sur un plus grand nombre d'exercices (étalés sur plus longtemps), tandis que la Mise à jour des projections économiques et budgétaires de 2012 faisait état d'un échelonnement similaire pour les dépenses liées aux infrastructures.

#### Pérémission des autorisations budgétaires votées

En milliards de dollars

Part des autorisations totales (%)



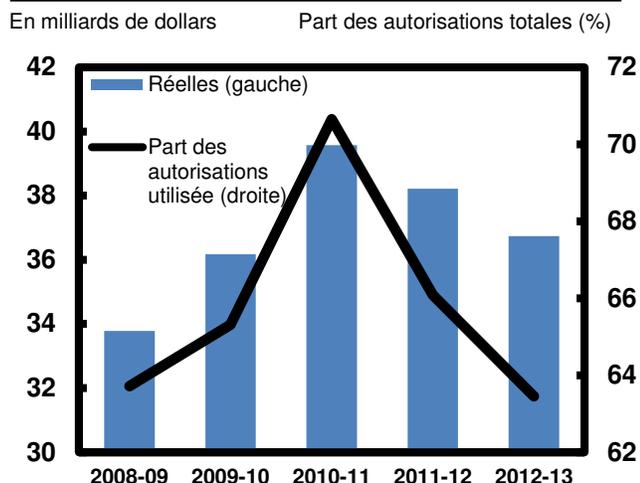
Sources : Comptes publics du Canada; calculs du DPB.

#### (i) Dépenses de fonctionnement

Plus de la moitié de la réduction des DPD est attribuable à une baisse dans les dépenses de fonctionnement, lesquelles ont reculé de 1,5 milliard de dollars (3,9 %) en 2012-2013 comparativement à la même période en 2011-2012 (figure 2-4). Les ministères et organismes ont également utilisé une portion moindre de leurs autorisations au cours des neuf premiers mois (63 %) que l'an dernier (66 %). Ceci est dû en partie à la décision du gouvernement d'appliquer les réductions prévues dans la première année de la mise en œuvre du budget de 2012 au moyen d'affectations bloquées, qui interdisent aux organismes de dépenser leurs affectations parlementaires déjà approuvées.

**Figure 2-4**

**Dépenses de fonctionnement dans les neuf premiers mois de l'exercice**



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

La réduction des dépenses en personnel compte pour près de la moitié de la baisse enregistrée dans les dépenses de fonctionnement. Selon les rapports trimestriels des ministères et des organismes, les dépenses totales en personnel depuis le début de l'exercice ont reculé d'environ 0,6 milliard de dollars (2,2 %) par rapport à l'exercice précédent, une conséquence de l'élimination de 16 000 postes dans les neuf premiers mois de 2012-2013<sup>5 6</sup>.

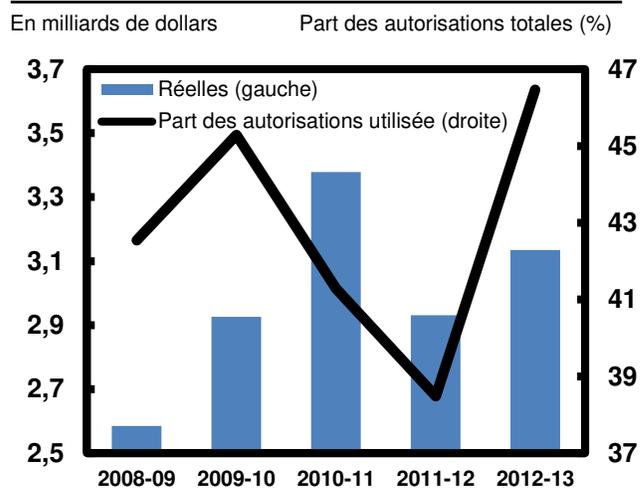
*(ii) Dépenses en immobilisations*

Comme la figure 2-5 le montre, les dépenses en immobilisations ont augmenté de près de 7 % dans les neuf premiers mois de 2012-2013, pour se chiffrer à 3,1 milliards de dollars. La part des dépenses par rapport aux autorisations a elle aussi augmenté, passant à 47 %.

La croissance des dépenses en immobilisations (c.-à-d. le niveau des dépenses en immobilisations comparativement aux autorisations en immobilisations) était anticipée puisque les autorisations importantes pour la Défense nationale qui ont été reportées d'année en année au cours des derniers exercices ont été reportées à moyen terme, ce qui a engendré un report du calendrier d'approvisionnement.

**Figure 2-5**

**Dépenses en immobilisations dans les neuf premiers mois de l'exercice**



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

*(iii) Autres paiements de transfert*

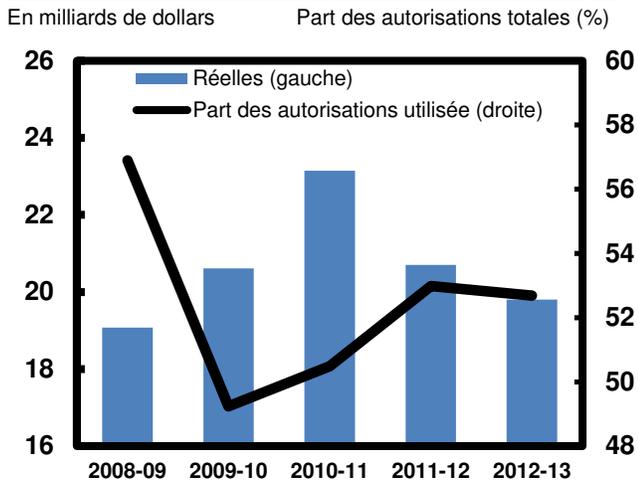
Les dépenses relatives aux paiements de transfert non majeurs ont diminué de 0,9 milliard de dollars (4,4 %) au cours des neuf premiers mois de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent (figure 2-6). Cette diminution était anticipée en raison de l'arrêt graduel des mesures de relance économique prévues dans le Plan d'action économique ainsi que du report des dépenses prévues pour les infrastructures à moyen terme.

<sup>5</sup> Les données sont tirées des rapports financiers trimestriels des ministères.

<sup>6</sup> <http://www.budget.gc.ca/2013/doc/plan/chap4-1-fra.html>. Consulté en mars 2013.

**Figure 2-6**

**Autres paiements de transfert dans les neuf premiers mois de l'exercice**



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

**3. Services internes**

Les services internes forment une activité de programme distincte qui est commune à la plupart des ministères et des organismes. Ils représentent une combinaison des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations et englobent des domaines tels que les communications, la gestion financière, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information<sup>7</sup>.

Tel qu'il est indiqué dans le budget de 2013, ces types de dépenses représentent la principale cible des récentes mesures de réduction des dépenses, dont l'objectif consiste à « hausser l'efficacité des activités gouvernementales tout en préservant les programmes et les services fondamentaux<sup>8</sup> ».

Au cours des neuf premiers mois de 2012-2013, les dépenses en services internes ont diminué de 552 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 8,2 milliards de dollars. Cette diminution dans les dépenses est principalement attribuable aux diminutions importantes enregistrées par deux organismes fédéraux : l'Agence du revenu du Canada (ARC, 365 millions de dollars) et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC, 211 millions de dollars), qui ont tous deux fait état d'une baisse de l'ordre de 30 % par rapport aux chiffres de l'exercice précédent (encadré 3-1).

Comme il est indiqué à l'appendice A (*Analyse des services internes fédéraux*), les coûts en personnel représentent approximativement 70 % des dépenses en services internes. Il convient donc de noter que, même si l'ARC et l'ASFC ont enregistré une diminution significative de leurs dépenses en services internes, leurs coûts en personnel ont augmenté (79 millions de dollars, ARC) et diminué dans une moindre mesure (27 millions de dollars, ASFC) pendant la même période.

<sup>7</sup> <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20122013/me-bpd/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en mars 2013.

<sup>8</sup> <http://www.budget.gc.ca/2013/doc/plan/chap4-1-fra.html>. Consulté en mars 2013.

### Encadré 3-1

#### Calculer les services internes

Le gouvernement n'a jamais défini ou expliqué la manière de calculer les dépenses « administratives », qui étaient pourtant la principale cible des mesures de réduction du budget de 2012. Cela étant, le DPB a suivi l'évolution des dépenses dans le programme des services internes pour tirer des déductions concernant les tendances dans les dépenses en « coûts indirects » – soit les dépenses qui ne sont pas liées directement à la prestation de services de première ligne.

Le DPB calcule les dépenses en services internes de chaque organisme fédéral en cours d'exercice à l'aide des dépenses totales de l'activité de programme des services internes, à partir des renseignements du Système central de gestion des rapports financiers du gouvernement (SCGRF). Les recettes liées à la prestation des « services de soutien interne » offerts à d'autres organismes fédéraux sont également exclues des calculs.

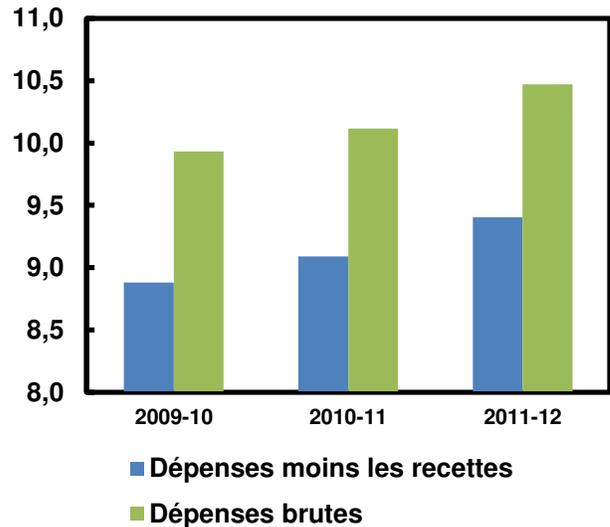
Par ailleurs, en 2011-2012, les fonds versés à la majorité des ministères et organismes pour les services internes liés aux TI ont été transférés dans le cadre de la création de Services partagés Canada (SPC). C'est pourquoi les dépenses nettes de SPC sont également incluses.

Si la diminution enregistrée cette année se poursuit, elle aurait pour conséquence d'inverser la tendance des trois dernières années dans les services internes constatée par le Secrétariat du Conseil du Trésor (figure 3-2)<sup>9</sup>.

Figure 3-2

#### Dépenses en services internes

En milliards de dollars



Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, données provenant des Comptes publics du Canada entre 2009-2010 et 2011-2012.

Note : Les données du SCT pour 2011-2012 comprennent seulement les dépenses des services internes de Services partagés Canada, alors que la méthodologie utilisée par le DPB comprend les dépenses nettes de ces Services.

## 4. Postes individuels

Le DPB a analysé les résultats des activités de programme et des autorisations parlementaires pour les neuf premiers mois de 2012-2013 afin de déterminer le niveau d'écart dans les dépenses ministérielles par rapport à l'exercice précédent. Les changements les plus importants dans les dépenses, tant en dollars qu'en pourcentage, sont exposés à l'annexe A.

<sup>9</sup> Les données sont tirées de la réponse du gouvernement à la question 1166 du Feuilleton.

Les changements importants aux autorisations sont expliqués à la lumière des rapports financiers trimestriels des ministères et des organismes. Ceux-ci n'étant pas tenus de rendre compte des activités de programme, les changements enregistrés dans les dépenses par activité de programme ne sont pas tous expliqués avec le même niveau de précision. Ceci étant dit, une nouvelle pratique en matière de transparence consiste à inclure les dépenses trimestrielles par activité de programme (encadré 4-1).

#### Encadré 4-1

##### Pratiques exemplaires en matière de transparence

Le septième rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de la Chambre des communes recommandait que le gouvernement passe d'un cadre de prévisions budgétaires à un cadre d'activité de programme, soulignant que l'information financière présentée de cette manière est plus concrète et facile à comprendre pour les parlementaires.

Le gouvernement approuve cette recommandation, mentionnant qu'elle permettrait la mise sur pied d'un modèle qui s'harmonise avec les résultats stratégiques et les activités de programme.

Le gouvernement n'a pas encore mis à jour ses directives pour les rapports financiers trimestriels afin d'exiger qu'ils soient présentés dans un format d'activité de programme, mais les ministères et organismes sont de plus en plus nombreux à y inclure des renseignements plus descriptifs que ce à quoi ils sont tenus. L'inclusion des dépenses en cours d'exercice, par activité de programme, par l'Agence canadienne de développement économique du Nord constitue une nouvelle façon de faire.

Une description complète de chaque activité de programme au sein du gouvernement du Canada est présentée sur le [site Web du receveur général du Canada](#).

## 5. Conclusion

Au cours des neuf premiers mois de 2012-2013, les dépenses fédérales totales ont diminué d'environ 1,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

L'un des principaux axes de travail du gouvernement pour atteindre ses objectifs d'équilibre budgétaire consiste à freiner les dépenses de programme directes, l'une des quatre catégories des dépenses totales. Sur douze mois, les DPD ont enregistré une diminution de 3,9 % comparativement à la même période l'an dernier. Le DPB continuera de suivre de près l'application du budget de 2012 et du plan des dépenses du gouvernement.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour et comprend maintenant des données sur les dépenses des neuf premiers mois de l'exercice 2012-2013, y compris les données par activité de programme.

## Annexe A

**Tableau 1. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Autorisations	Δ (en milliers de dollars)	Explication du rapport trimestriel
Finances	<b>Intérêt sur la dette publique et autres coûts<sup>2</sup></b>	-1 318 582	<i>Baisse des taux d'intérêt</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Sécurité de la vieillesse</b>	1 309 389	<i>Hausse du nombre d'aînés et des montants versés</i>
Finances	<b>Transfert canadien en matière de santé</b>	1 222 803	<i>Augmentation prévue par la loi</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	<b>Contributions</b>	-481 475	<i>Attribuable en partie à l'achèvement de programmes menés dans le cadre du Plan d'action économique</i>
Défense nationale	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	-439 816	<i>Établissement du Centre de la sécurité des télécommunications Canada comme agence autonome; transfert des opérations à Services partagés Canada</i>
Ressources naturelles	<b>Subventions et contributions</b>	-391 997	<i>Attribuable principalement à la réduction du Programme d'écologisation des pâtes et papiers</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Supplément de revenu garanti</b>	391 321	<i>Hausse du nombre d'aînés et des montants versés</i>
Gendarmerie royale du Canada	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	-327 896	<i>Différences de périodes dans les rentrées d'argent comparativement à l'exercice précédent</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	-325 855	<i>Attribuable principalement au versement immédiat d'indemnités de départ et de cessation d'emploi à la suite de modifications apportées aux conventions collectives prévues, et au transfert des opérations à Services partagés Canada</i>
Statistique Canada	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	-270 166	<i>Diminution des dépenses surtout attribuable à l'achèvement d'activités relatives au recensement</i>
1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à postes non budgétaires.			
2. Ce poste allie deux autorisations : <i>intérêt sur la dette non échue</i> et <i>autres frais d'intérêt</i> .			

**Tableau 2. Variations en pourcentage les plus fortes pour les autorisations : Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Autorisations	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Agence canadienne d'inspection des aliments	<b>Versements d'indemnités</b>	2195%	<i>Attribuable aux indemnités versées aux propriétaires de saumons dont la destruction a été ordonnée en vertu de la Loi sur la santé des animaux en raison de l'anémie infectieuse du saumon</i>
Affaires autochtones et Développement du Nord	<b>Dépenses en immobilisations</b>	578%	<i>Financement à la hausse lié aux négociations ainsi qu'au règlement et la mise en œuvre d'ententes sur les revendications particulières et globales</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Bon canadien pour l'épargne-invalidité</b>	279%	<i>Report des droits à la subvention et au bon inutilisés, mesure mise en œuvre en janvier 2012</i>
Affaires étrangères et Commerce international	<b>Dépenses en immobilisations</b>	202%	<i>Allocation temporaire provenant du SCT pour la chancellerie de Londres et financement additionnel pour renforcer la sécurité dans les missions à l'étranger</i>
Patrimoine canadien	<b>Paiements au Musée canadien des droits de la personne</b>	111%	<i>Financement supplémentaire pour la construction du bâtiment, les expositions, l'aménagement et d'autres frais de fonctionnement</i>
Transports	<b>Subventions et contributions</b>	110%	<i>Principalement en raison de l'augmentation des dépenses pour les Fonds des portes d'entrée et passages frontaliers et d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique</i>
Finances	<b>Subventions et contributions</b>	-87%	<i>Résultat du calendrier des paiements prévus à l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto et d'une réduction des paiements prévus au titre de l'allègement de la dette bilatérale</i>
Agence canadienne d'inspection des aliments	<b>Dépenses en immobilisations</b>	86%	<i>Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour la création du Portail national d'information sur la traçabilité; ressources pour l'initiative de modernisation de la salubrité des aliments; hausse du report en 2011-2012 comparativement à 2010-2011</i>
Ressources naturelles	<b>Subventions et contributions</b>	-67%	<i>Principalement attribuable à la diminution du Programme d'écologisation des pâtes et papiers</i>
Service correctionnel	<b>Dépenses en immobilisations</b>	66%	<i>Construction de nouvelles unités d'habitation dans plusieurs établissements actuels du SCC</i>

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 ou 2012-2013, à des postes non budgétaires.

**Tableau 3. Variations en dollars les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>**

Organisation	Activités de programme	Δ (en milliers de dollars)	Explication du rapport trimestriel
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>Sécurité du revenu</b>	1 764 250	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations</i>
Finances	<b>Trésorerie et affaires financières</b>	-1 328 903	<i>Baisse des taux d'intérêt</i>
Défense nationale	<b>Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale</b>	-664 523	<i>Aucune</i>
Finances	<b>Programmes de paiements de transfert et de taxation</b>	-383 226	<i>Réductions prévues par la loi des programmes de transfert</i>
Agence du revenu du Canada	<b>Services internes</b>	-364 618	<i>Aucune</i>
Affaires autochtones et Développement du Nord	<b>Relations de coopération</b>	291 489	<i>Hausse des règlements de revendications particulières, attribuable en grande partie à la revendication particulière de Coldwater-Narrows</i>
Transports	<b>Infrastructures de transport</b>	284 488	<i>Aucune</i>
Agriculture et Agroalimentaire Canada	<b>Gestion du risque d'entreprise</b>	-280 133	<i>Existence d'autres autorisations pour le programme Agri-relance pendant les trois premiers trimestres de 2011-2012, permettant ainsi à AAC d'aider les producteurs touchés par l'humidité excessive</i>
Statistique Canada	<b>Statistique du recensement, de la démographie et autochtone</b>	-272 129	<i>Recensement de la population de 2011 tenu durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Défense nationale	<b>Soutien du personnel de l'Équipe de la Défense</b>	252 571	<i>Aucune</i>

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

<b>Tableau 4a. Augmentations en pourcentage les plus fortes pour les activités de programme :</b>			
<b>Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup></b>			
<b>Organisation</b>	<b>Activités de programme</b>	<b>Δ %</b>	<b>Explication du rapport trimestriel</b>
Agence canadienne de développement économique du Nord	<b>Développement commercial</b>	7859%	<i>Transfert des dépenses des Investissements stratégiques dans le développement économique du Nord (ISDEN) effectué pendant le quatrième trimestre de 2011-2012, mais comptabilisé en 2012-2013; paiements prématurés de contributions; réaffectation de coûts de fonctionnement entre les activités de programme</i>
Société canadienne d'hypothèques et de logement	<b>Initiative en matière de logement abordable</b>	672%	<i>Attribuable à une hausse des dépenses relatives à l'investissement dans le logement abordable, lesquelles découlent du report de dépenses en 2011 et de dépenses plus élevées que prévu pour le logement social</i>
Société canadienne d'hypothèques et de logement	<b>Recherches et distribution de l'information</b>	264%	<i>Aucune</i>
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	<b>Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain</b>	246%	<i>Transfert des autorisations de Patrimoine canadien au cours de l'exercice 2012-2013, entraînant ainsi une croissance supérieure à celle signalée</i>
Anciens combattants	<b>Sensibilisation aux activités commémoratives</b>	204%	<i>Aucune</i>

<b>Tableau 4b. Diminutions en pourcentage les plus fortes pour les activités de programme :</b>			
<b>Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup></b>			
<b>Organisation</b>	<b>Activités de programme</b>	<b>Δ %</b>	<b>Explication du rapport trimestriel</b>
Directeur général des élections	<b>Opérations électorales</b>	-89%	<i>41<sup>e</sup> élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Statistique Canada	<b>Statistique du recensement, de la démographie et autochtone</b>	-86%	<i>Recensement de la population de 2011 tenu durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	<b>Fonds sur l'infrastructure frontalière</b>	-76%	<i>Nouvelle méthode de prévision, le Ministère ayant consacré moins de fonds aux Partenaires d'exécution fédéraux (PEF) par rapport à l'exercice précédent</i>
Directeur général des élections	<b>Régulation des activités électorales</b>	-75%	<i>41<sup>e</sup> élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Bureau du conseil privé	<b>Commissions d'enquête</b>	-69%	<i>Ralentissement des activités de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser en 2012-2013, la fin des travaux étant prévue pour le 31 décembre 2012</i>

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

## APPENDICE A : ANALYSE DES DÉPENSES EN SERVICES INTERNES

### 1. Contexte

Cet appendice se veut une analyse des principales composantes des dépenses en services internes entre 2009-2010 et 2011-2012, en mettant en évidence les facteurs de la croissance.

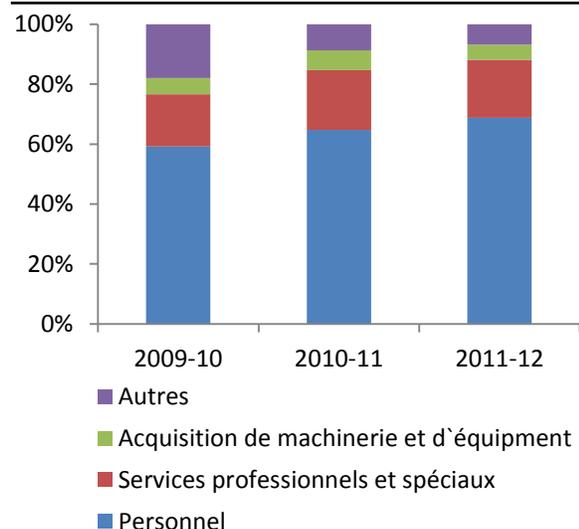
### 2. Décomposition des dépenses en services internes

#### (i) Composantes des dépenses en services internes

Les dépenses liées au personnel sont la catégorie de dépense la plus importante au sein des services internes (SI), représentant 69 % des dépenses totales en SI en 2011-2012 (figure A-1). Les dépenses en personnel regroupent quatre composantes de base, les salaires et les traitements comptant pour la grande majorité des dépenses totales (figure A-2).

Figure A-1

#### Dépenses en services internes



Sources : Receveur général du Canada; calculs du DPB.

De 2009-2010 à 2011-2012, les dépenses en personnel liées aux SI ont connu une hausse de près de 1,2 milliard de dollars (21 %), alors que les autres catégories de dépenses sont demeurées stables ou ont affiché une baisse.

Figure A-2

#### Dépenses en personnel : composantes

Moyenne entre 2009-2010 et 2011-2012

Personnel	
Salaires et traitements	83 %
Cotisations de l'employeur	15 %
Allocations et autres prestations	2 %
Frais de personnel supplémentaire	1 %

Sources : Receveur général du Canada; calculs du DPB.

Les dépenses en personnel liées aux SI ont augmenté de 590 millions de dollars (11 %) entre 2009-2010 et 2010-2011, une hausse de 550 millions principalement attribuable aux augmentations dans les salaires et les traitements versés aux membres civils et militaires et aux membres de la GRC à temps plein (figure A-3)<sup>10</sup>. L'un des principaux facteurs qui expliquent cette augmentation des dépenses est la hausse de 6 % (sur douze mois) dans le nombre d'employés équivalents temps plein (ETP)<sup>11</sup>.

En 2011-2012, les dépenses en personnel liées aux SI ont une fois de plus augmenté de 570 millions de dollars (9 %), le nombre d'employés équivalents temps plein ayant connu une hausse de 1 %.

Près de la totalité de la hausse des dépenses à cet égard en 2011-2012 est attribuable au versement d'un montant de 400 millions de dollars pour mettre fin aux indemnités liées à

<sup>10</sup> Receveur général du Canada.

<sup>11</sup> Rapports sur le rendement ministériels, 2009-2010 à 2010-2011. Consultés en mars 2013.

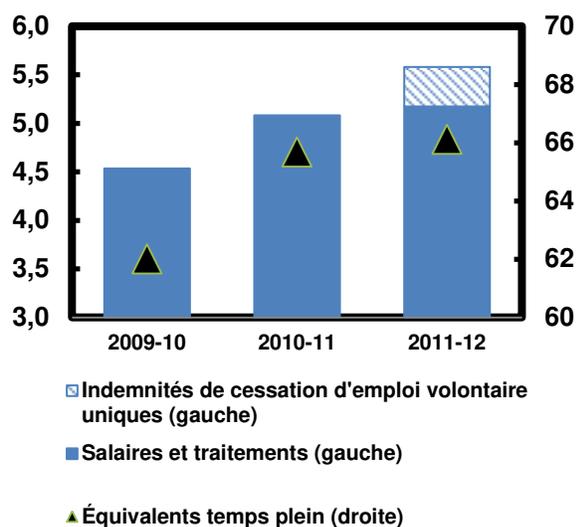
un départ volontaire pour plusieurs employés fédéraux, une dépense en personnel qui est ponctuelle<sup>12</sup>. Si l'on tient compte de ces paiements uniques, la croissance des dépenses sur douze mois avoisinerait 3 %.

**Figure A-3**

**Services internes : Dépenses en personnel**

En milliards de dollars

Milliers d'ETP



Sources : *Receveur général du Canada; calculs du DPB.*

Note : Les données sur le personnel (ETP) sont tirées des rapports sur le rendement ministériels des 79 ministères et organismes qui font état de leurs dépenses réelles relatives aux ETP dans l'activité de programme des services internes, entre 2009-2010 et 2011-2012.

<sup>12</sup> En date de janvier 2013, on recensait encore quelque 80 000 employés avec qui les négociations se poursuivaient. Cela signifie que d'autres versements uniques d'indemnités liées à un départ volontaire pourraient être versés au cours des prochains exercices. <http://www.tbs-sct.gc.ca/lrco-rtor/collective/lru-mnc/index-fra.asp>. Consulté en mars 2013.